

## INTERVENTION DU 25 NOVEMBRE CAFE CITOYEN

Le présent développement cherche à dégager les fondements historiques sur lesquels, dans le cadre du respect des droits des populations et dans l'optique d'une paix viable, la question d'un Etat futur repose.

Les documents cartographiques intégrés à ce texte ne sont pas ma propriété et aucun droit n'a été versé pour leur utilisation. Cette trace écrite de mon intervention orale faite dans le cadre du café citoyen de l'UP ne doit pas donner lieu à une diffusion large. Veuillez excuser les fautes et coquilles qui ont certainement échappé à ma faible vigilance.

Christian Salmon

*« Un Etat juif ne pourra s'installer en Palestine qu'à deux conditions, également problématiques : d'une part, en expulsant les Palestiniens de leurs terres ; d'autre part, en transformant la population arabe au sein de ses frontières en une masse de citoyens de deuxième classe, culturellement étrangers et intégrés à une communauté politique vis-à-vis de laquelle ils ne pourront jamais éprouver un sentiment d'appartenance. »*

Hannah Arendt, Zionism reconsidered, 1944

### **Documents ayant servis à mon exposé**

#### **Biblio :**

Dot-pouillard Nicolas, « La Mosaïque éclatée, une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016) », Institut des Etudes palestiniennes, Sinbad, Actes Sud, 2016

Filiu Jean-Pierre, « Comment la Palestine fut perdue, et pourquoi Israël n'a pas gagné. Histoire d'un conflit (XIXe-XXIe siècle) », Seuil, 2024

Gresh Alain, « La Révolution palestinienne et les Juifs », Libertalia, Orient XXI, 2021

Karmi Ghada, « Israël-Palestine, la solution : un Etat », La fabrique, 2022

Khalidi Rashid, « Palestine, histoire d'un Etat introuvable », Actes Sud, 2007

Laurens Henry, « La question de Palestine », 5 tomes, Fayard / « Question juive, problème arabe (1798-2001) », Fayard, 2024.

Picaudou Nadine, « Les Palestiniens, un siècle d'histoire », complexe 1997.

Saïd Edward, « Israël, Palestine, l'égalité ou rien », La Fabrique, 1999

Sanbar Ellias, « Les Palestiniens dans le siècle », Découverte Gallimard, 1994.

Sand Schlomo, « Deux peuples pour un État ? Relire l'histoire du sionisme », Seuil 2024

Vidal Dominique (sous la direction de), « Palestine Israël : un Etat, deux Etats ? », Institut des Etudes palestiniennes, Sinbad, Actes Sud, 2011

Warszawski Michel, « Israël-Palestine : Le défi binational », Textuel, 2001

« Ce que la Palestine apporte au monde », Araborama, IMA, Seuil, 2023

#### **Articles :**

Caterina Bandini et Thomas Vescovi, « Le charme discret de l'idée binationale »

<https://www.yaani.fr/post/le-charme-discret-de-l-id%C3%A9e-binationale>

Caterina Bandini, « A Land for All : un projet de confédération entre utopie et pragmatisme »

<https://www.yaani.fr/post/a-land-for-all-un-projet-de-conf%C3%A9d%C3%A9ration-entre-utopie-et-pragmatisme>

Jérémy Guedj, « Les Juifs français face aux Juifs étrangers dans la France de l'entre-deux-guerres », Cahier de la Méditerranée.

<https://journals.openedition.org/cdlm/4637>

Danièle Lochak, « 1938, le monde ferme ses portes aux réfugiés », Gisti, université Paris Nanterre, Groupe d'information et de soutien des immigré-es (GISTI).

<http://www.gisti.org/spip.php?article5927>

### **Divers sites utiles pour s'informer en général**

**Association France Palestine Solidarité (AFPS)** qui a pour objectifs de créer pour développer la solidarité avec le peuple palestinien. L'Association France Palestine Solidarité soutient ce peuple notamment dans sa lutte pour la réalisation de ses droits nationaux.

<https://www.france-palestine.org/>

**Plateforme des ONG pour la Palestine.** Créée en 1993 dans le contexte des accords d'Oslo, la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine a pour objectif de mobiliser pour la reconnaissance des droits des Palestiniens, notamment celle d'un Etat palestinien souverain, sur les lignes dites de 1967.

<https://plateforme-palestine.org/index.php>

**Orient XXI.** Fondé par Alain Gresh, c'est un site d'une très grande richesse sur le Moyen-Orient, sa géopolitique, ses sociétés, ses cultures.

<https://orientxxi.info/>

**Institut de recherche sur la Méditerranée et le Moyen-Orient.** D'un grand dynamisme, cet institut publie des vidéos dont une grande partie en accès libre et une revue (Confluences Méditerranée). Il propose aussi des formations en distanciel.

<https://iremmo.org/>

**Yaani. Fondé en 2023,** ce blog indépendant rassemble bénévolement différentes voix de la jeune recherche, dans des disciplines très variées, allant de la sociologie à l'histoire, en passant par le droit international, la géographie, la science politique et l'anthropologie. Le but est de fournir des analyses et des récits fondés sur des travaux scientifiques, des observations empiriques et des données objectives.

**Tsedek.** Collectif de juifs et juives décoloniaux·ales luttant contre le racisme d'État en France et pour la fin de l'apartheid et de l'occupation en Israël-Palestine.

<https://tsedek.fr/>

**UJFP.** L'Union Juive Française pour la Paix. Née en 1994 de la volonté d'une paix juste au Proche-Orient, l'UJFP est une association juive laïque rassemblant des adhérents aux histoires et aux parcours divers et fermement attachés au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

<https://ujfp.org/>

## PLAN

### **1. 1897-1947 : La responsabilité occidentale dans la naissance du conflit**

### **2. 1948-1949 : Le péché originel d'Israël**

### **3. 1967-1988 : occupation des Territoires contre concessions territoriales**

### **4. 1991-2024 : Echec du partage pour la paix, violence d'« Israël from the river to the sea »**

### **5. Quels projets d'Etat pour le futur ?**

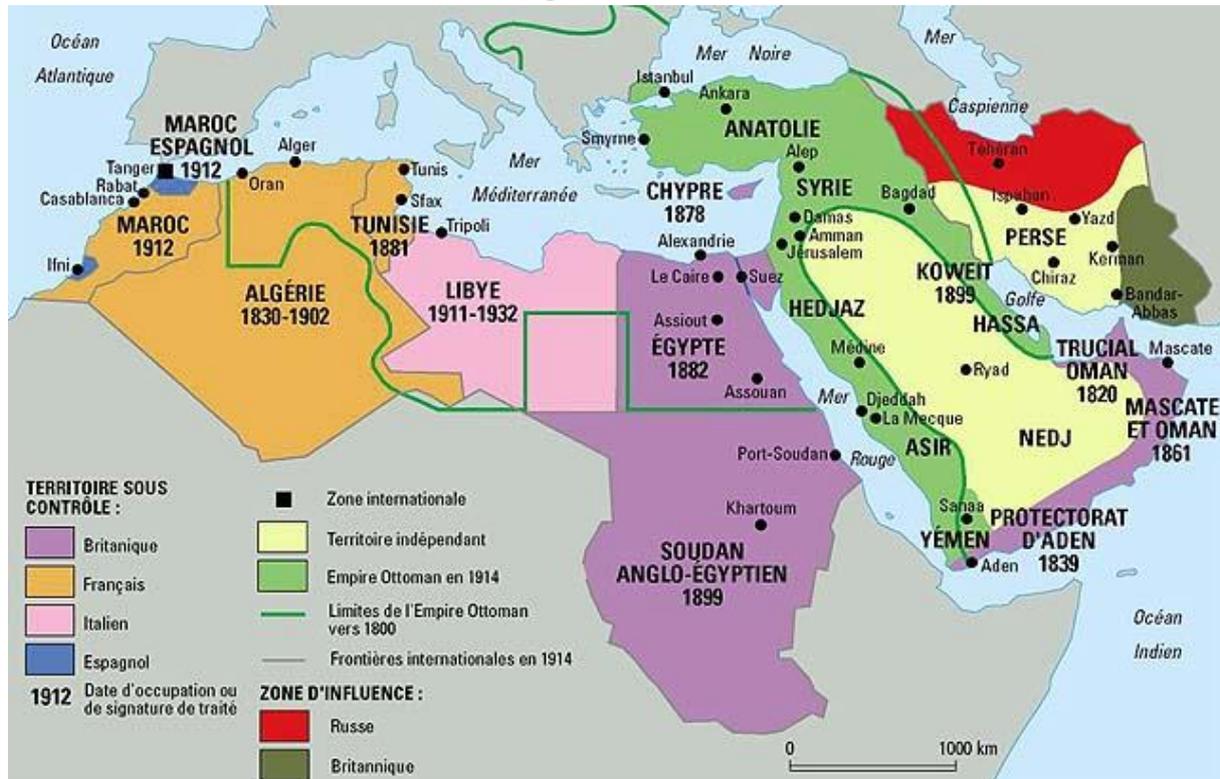
### 1. 1897-1947 : La responsabilité occidentale dans la naissance du conflit

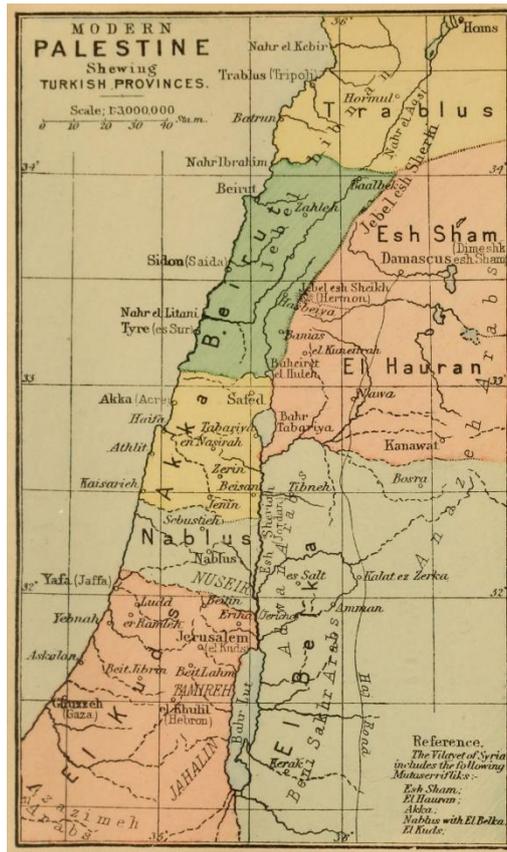
« La colonisation sioniste, même la plus limitée, doit soit cesser, soit s'accomplir au mépris de la volonté de la population locale. C'est pourquoi cette colonisation ne peut se poursuivre et se développer que sous la protection d'une grande puissance indépendante de cette population, derrière un mur d'acier infranchissable. (...) Un accord avec les Palestiniens sur une base volontaire est impossible. »

Vladimir Jabotinsky, Le mur d'acier : Nous et les Arabes, Rasswyet, Berlin, 4 novembre 1923.

**a. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la société palestinienne est bouleversée par deux évènements : la naissance du sionisme et les transformations liées à la Première guerre mondiale.**

#### L'Etat ottoman à la veille de la Première guerre mondiale





La Palestine en 1889

### La Palestine une territoire inscrit dans l'empire ottoman

Fin du XIXe siècle : Palestine dans l'empire ottoman (« Homme malade »). C'est une mosaïque de peuplement. Les habitants sont à majorité Arabes (musulmans, chrétiens), s'y trouve aussi des juifs sépharades, les premiers juifs ashkénazes venus d'Europe, des Turcs, des Arméniens, des Circassiens ou Tcherkesses venus du nord-Caucase. Liens sont étroits avec les actuels Liban, Syrie et Jordanie (pas de frontières). La modernisation est en marche (rôle des Turcs et de leur administration) + développement de l'éducation + naissance d'une presse (début XXème : 1908, le chrétien Najib Nassar = al-Karmil, 1911, les cousins Isa = quotidien Filastin, ces deux publications s'opposent au sionisme puis à la présence britannique). Essor d'une bourgeoisie administrative et commerciale. Sentiment d'appartenir à la Terre Sainte = certaine cohésion malgré les rivalités entre grandes familles que surent utiliser les Britanniques (Husseini, Nashashibi). Il y a aussi un sentiment fort d'appartenance à l'arabité.

### Les sionistes chrétiens soutiennent l'établissement d'un Etat pour les Juifs en Palestine avant le sionisme juif

Le « sionisme chrétien » précède le sionisme des juifs. S'appuyant sur des versets de la Genèse, les sionistes chrétiens affirment que le Second avènement du Christ sur Terre ne sera permis qu'avec le triomphe des Juifs en Terre sainte. Formation au RU (importance de John Nelson Darby) puis développement aux EU. Les sionistes chrétiens soutiennent donc la formation d'un Etat pour les Juifs dans l'empire ottoman. Leur dynamisme est porté par le développement de l'archéologie biblique. Au milieu du XIXème siècle, le ministère des Colonies britanniques élabore un plan visant à établir un protectorat juif en Palestine qui se transformerait en Etat

indépendant. La déportation des Arabes est prévue (à l'exemple de ce qui se passe au même moment aux EU). La déclaration Balfour est le fait d'un chrétien sioniste. Ainsi, les sionistes chrétiens vont accompagner le projet du sionisme juif puis leur soutien va à Israël et enfin au Likoud (droite israélienne) à la suite des accords d'Oslo. Pour eux la terre d'Israël ne peut être divisée d'où leur hostilité à Rabin. Cette hostilité a pu aller loin comme le montre les déclarations de deux prédicateurs influents : Pat Robertson et John Haggee. Le premier n'a pas hésité à déclarer que l'assassin de Rabin, *Amir, a pu être l'instrument de Dieu, car « Dieu a dit : "Ceci est Ma terre" et, quand un Premier ministre d'Israël décide de la diviser et de l'abandonner, Dieu dit : "Non, elle est à Moi" »*. Quant au second, il verra même en Amir un « *accélérateur de la prophétie biblique* ». Le même Robertson qualifie de « *châtiment divin* » le coma d'Ariel Sharon à la suite de l'évacuation des colonies israéliennes de Gaza en 2005.

Leur influence est toujours grande comme le montre le vote par les sénateurs en 1995 du *Jerusalem Embassy Act* qui prévoit le transfert de l'ambassade des EU à Jérusalem. Les présidents des Etats-Unis refusent de promulguer cette loi, jusqu'à Donald Trump en 2018. Les sionistes chrétiens (environ 20 millions de représentants aux États-Unis) ont parrainé la migration de milliers de juifs en provenance de Russie, d'Éthiopie et d'autres pays et **contribuent** à hauteur de plusieurs millions de dollars à la construction de nouvelles colonies dans les régions palestiniennes occupées afin d'y accueillir les migrants. Leur poids politique est tel qu'il a donné naissance à une expression : « *La Bible belt* (grand quart sud-est des Etats-Unis où se concentre les chrétiens fondamentalistes) *est la ceinture de sécurité d'Israël* ».

**Soutiens d'Israël, les sionistes chrétiens sont imprégnés d'antisémitisme.** Dans leur prophétie, les Juifs ne pourront être sauvés que s'il se convertissent. L'antisémitisme apparaît aussi dans les déclarations de prédicateurs influents. Ainsi, le prêcheur Graham, conseiller de plusieurs présidents dont Nixon, n'a pas hésité lors d'un échange privé avec le président républicain à critiquer la « mainmise » des Juifs américains sur les médias : « *ils se pressent autour de moi et sont gentils avec moi, parce qu'ils savent mon amitié pour Israël et tout cela. Mais ils ne savent rien de ce que je pense vraiment de ce qu'ils font au pays* ». Le pasteur Hagee, fondateur de Chrétiens unis pour Israël a déclaré lors d'un sermon qu'Hitler « *était l'instrument d'un dessein supérieur* » dès lors que la Shoah avait poussé les Juifs à se rassembler en Israël. Le prédicateur Jeffress a déclaré dans son émission de télévision *Chemins vers la victoire* « *qu'aucun Juif ne peut être sauvé* ». L'antisémitisme s'il est sioniste ne gêne aucunement la plupart des dirigeants israéliens.

**Le sionisme juif apparaît à la fin du XIXème siècle.**

Nota : expression inventée par Nathan Birnbaum en 1890.

C'est un ethno-nationalisme né chez des Juifs Européens en réaction à l'antisémitisme\* (pogroms en Russie + affaire Dreyfus). Dès 1882, « Amants de Sion », première vague qualifiée de proto-sioniste. Puis, 1896, Théodor Herzl juif d'origine hongroise qui a couvert pour un journal autrichien l'Affaire Dreyfus, publie « L'Etat des juifs ». En 1897, le premier congrès juif mondial se réunit. Le choix de la Palestine permet, grâce à la référence au passé biblique, d'unifier une communauté juive plurielle. Pourtant les fondateurs du sionisme sont des laïcs. D'où la formule de l'historien Amnon Raz-Krakotzkin : « *Dieu n'existe pas mais il nous a donné cette terre* ».

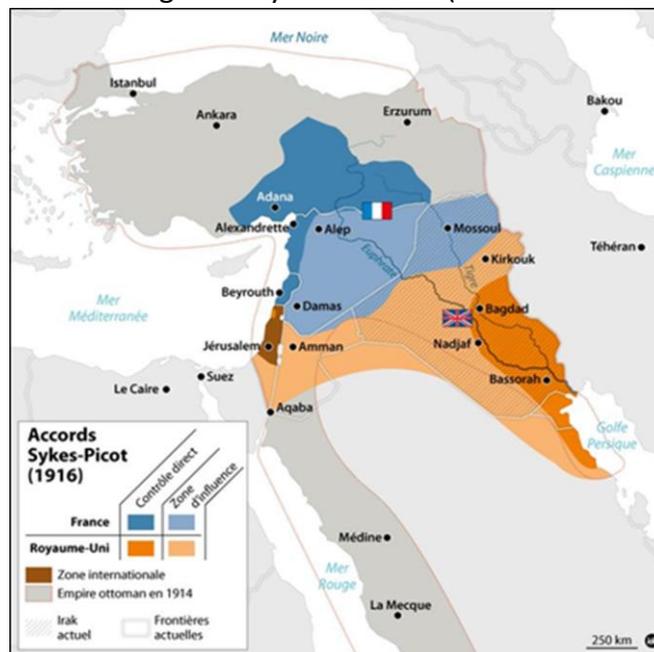
\* l'Europe chrétienne a été le théâtre d'un antijudaïsme pluriséculaire (marques distinctives, interdiction de métiers, ghettoïsation, massacres, expulsions dont la plus célèbre est celle des juifs d'Espagne à la fin du XVème

siècle). L'antijudaïsme se transforme en antisémitisme au XIX<sup>ème</sup> siècle. De nombreux pogroms ont lieu dans l'empire russe et en France éclate l'affaire Dreyfus en 1894. Si le monde musulman a aussi connu des poussées de violences antijuives, il a largement accueilli les juifs persécutés. Cela a été le cas de l'empire ottoman.

Les sionistes sont longtemps minoritaires. Il y a eu trois oppositions majeures, celle des juifs laïcisés et très bien intégrés (volonté de ne pas être distingués de leurs concitoyens), celle des juifs religieux (le rassemblement de tous les juifs ne peut avoir lieu qu'au moment de la rédemption, lors de la venue du Messie), et l'opposition politique incarnée par le Bund (naissance en 1897, Bund = Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie). Ce dernier est internationaliste et socialiste. Il promeut le Yiddish comme langue nationale et une autonomie politico-culturelle dans l'empire russe. Hitler et Staline éradiquent ce mouvement assurant le triomphe du sionisme.

### Les Britanniques favorisent le projet sioniste pendant la Première guerre mondiale

Lors de la guerre, les Britanniques obtiennent le soutien du Chérif Hussein contre les Ottomans en échange de la promesse d'un grand royaume arabe (Lawrence d'Arabie et Fayçal).



En 1916, pourtant les accords Sykes-Picot préparent la division de la région en 2 zones d'influence, l'une pour les Français et l'autre pour les Britanniques. Des raisons géopolitiques évidentes expliquent ces accords (agrandissement des empires, contrôle du canal de Suez, accès au pétrole)

## 1 La déclaration Balfour

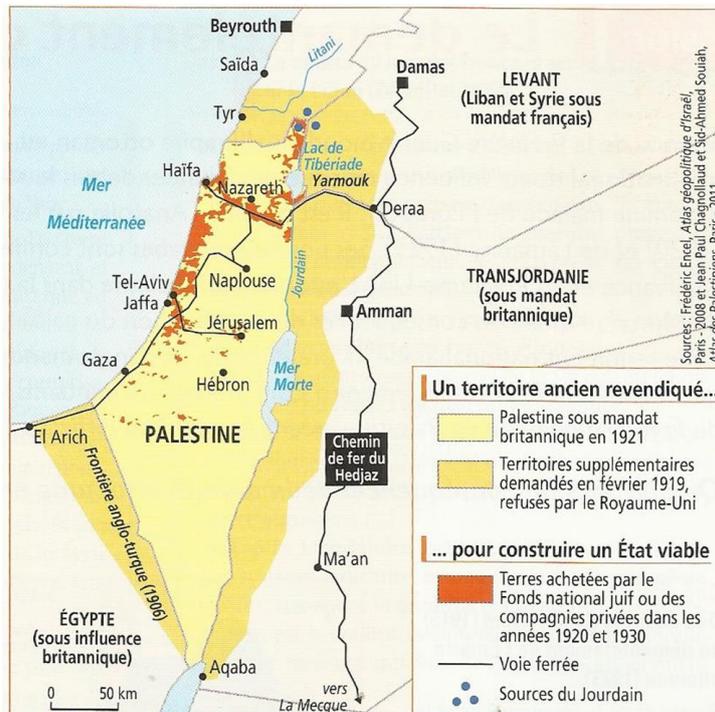
J'ai le grand plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante de sympathie à l'adresse des aspirations sionistes, déclaration soumise au cabinet et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui pourrait porter préjudice aux droits civils et religieux des collectivités non juives en Palestine, ainsi qu'aux droits et au statut politique dont les Juifs pourraient jouir dans tout autre pays.

Lettre officielle de Lord Balfour, ministre britannique des Affaires étrangères, adressée le 2 novembre 1917 à Lord Rothschild, président de la Fédération sioniste du Royaume-Uni.

En 1917, une étape essentielle vers le triomphe du mouvement sioniste est franchie : la déclaration Balfour. Il s'agit d'une lettre du ministre des affaires étrangères britannique, Lord Balfour, adressée à Lord Rothschild, président de l'organisation sioniste au RU. Balfour y annonce « *l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif* » seuls les « *droits civiques et religieux des collectivités non juives existant en Palestine* » doivent être préservés. Il n'est donc pas question d'un Etat Palestinien.

### b. La Palestine mandataire, vers un Etat pour les Juifs en Palestine.



#### Doc. 2 Le foyer national juif selon l'Organisation sioniste.

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des organisations juives américaines, britanniques et françaises participent à l'achat de terrains destinés aux migrants.

En 1922, les Britanniques reçoivent de la Société Des Nations (créée en 1920), nouvelle organisation internationale voulue par le président Wilson, le mandat palestinien. Elle intègre la Déclaration Balfour source d'ambiguïté car le mandat doit amener les peuples concernés à l'indépendance ce qui s'oppose à l'attribution au seul « peuple juif » de droits nationaux. 90% de la population du territoire mandataire n'est donc pas prise en compte en tant qu'entité nationale ou politique. Les Palestiniens refusent de reconnaître le mandat.

La nouvelle communauté juive (Yishouv), favorisée par Britanniques, s'organise : création d'un syndicat, d'un conseil élu, de l'Agence juive chargée du développement des implantations et d'une milice clandestine, la Haganah (1920), noyau de ce qui sera la future armée israélienne. Du début des années 1920 au milieu des années trente, la montée des déséquilibres nourrit la violence. Cette situation est le résultat de plusieurs facteurs : l'arrivée de Juifs européens ashkénazes, dont la culture est très différente de celle des Juifs orientaux présents depuis des siècles en Palestine (contexte colonisation du monde par les Européens et mépris des Arabes), l'achat de terres « propriété inaliénable du peuple juif » par le Fonds national juif (KKL) à partir de 1901 et l'exclusion des fellahs palestiniens des terres des kibboutz à partir des années 1920. Les premières violences intercommunautaires éclatent autour de la question des lieux saints. 1920, lors de la fête de Nabi Musa, affrontements entre musulmans et juifs. Pas de préméditation, déclenchement confus. C'est aussi le cas en 1929 à Jérusalem et Hébron où 67 juifs, majoritairement ashkénazes dans une ville dominée par les Séfarades très anciennement installés là, seront massacrés. Cependant de nombreuses familles juives sont sauvées par des voisins musulmans.

### **C'est dans ce cadre que naît le premier projet binational.**

En 1925, est fondée Brit Shalom (« Alliance pour la paix »). Elle a pour but de *"promouvoir la compréhension entre Juifs et Arabes, en vue d'une vie commune sur la Terre d'Israël, et ce dans un esprit de complète égalité des droits politiques des deux entités."*

Son porte-parole le plus célèbre est le philosophe Martin Buber qui met le dialogue au cœur de l'existence humaine. Il rejette l'idée d'un droit historique des juifs sur la Terre Sainte. Il met en garde les Juifs sur le fait de ne pas succomber au racisme et à l'ostracisme dont ils ont été eux-mêmes victimes, et demande aux Arabes de refuser les allégations simplistes sur les Juifs. D'autres participent à la fondation de Brit Shalom, la rejoignent ou la soutiennent : Gershom Scholem (historien et philosophe juif, spécialiste de la kabbale et de la mystique juive), Judah Magnes (1<sup>er</sup> recteur de l'université hébraïque de Jérusalem) et Albert Einstein.

En 1930, Brit Shalom propose un projet d'État binational (2 communautés ayant les mêmes droits politiques sans prendre en compte le nombre de leurs membres). Ses adhérents sont prêts à de décisives concessions, telle que la limitation de l'émigration juive. Ils militent pour l'enseignement de l'arabe dans les établissements scolaires juifs au même titre que l'hébreu. L'idée binationale se heurte à de fortes oppositions, celle des sionistes révisionnistes de Jabotinski et des travaillistes dirigés par Ben Gourion. En 1933, faute d'être soutenu, Brit Shalom cesse ses activités.

<p>Nota : En 1942, Buber et Magnes fondent l'Ihoud qui rejette la décision prise à Baltimore de créer un Etat juif sur la partie occidentale d'Eretz Israël. Léon Mages plaide en 1946 devant l'UNSCOP la création d'un Etat binational.</p>
--

### **La Grande révolte arabe, écrasée par les Britanniques, entraîne le premier plan de partage et le Livre blanc.**

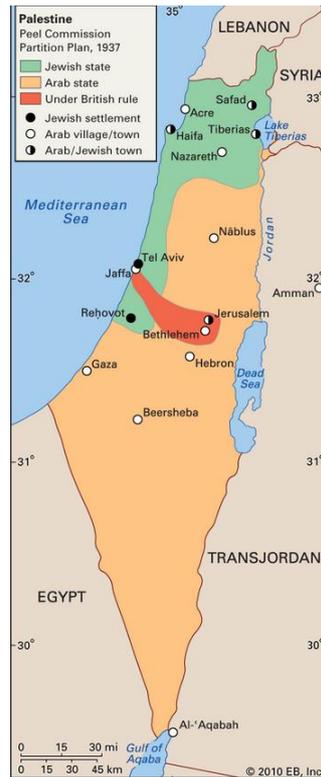
L'augmentation de la part de la population juive années au début des années 1930 (Hitler + fermetures des frontières étasuniennes), en **1934 les Juifs représentent 1/3 de la population**, donne lieu à une radicalisation des Palestiniens et à la Grande révolte arabe : grèves (6 mois !), refus de payer l'impôt\*, manifestations et guérilla (à la suite des recommandations de la commission Peel pour la partition).

\* La résistance palestinienne populaire et non violente a toujours existé (grève, refus de payer l'impôt). Elle se poursuit aujourd'hui dans les Territoires occupés. Elle est sous-estimée et sous-représentée dans les médias qui préfèrent mettre en évidence la lutte violente et, particulièrement, les actes de terreur vis-à-vis des civils. Si l'on doit condamner ces derniers, on ne peut nier le droit de résister par les armes à l'oppression. Les organisations sionistes ont aussi utilisé la terreur (attentats contre les civils de l'Irgoun et du Lehi pendant la Grande révolte arabe et participation aux massacres entre 1948 et 1949). Deux anciens terroristes sont d'ailleurs devenus premiers ministres Begin et Shamir. Enfin, l'utilisation de formes de terrorisme contre les civils palestiniens par les forces de sécurité de l'Etat israélien est minimisée ou passée sous silence.

Nota : 1935, groupe d'Azzedine al-Qassam (nom de la branche armée du Hamas aujourd'hui) venu de Syrie où il s'était révolté contre la France et fut condamné à mort. Il déclenche une guérilla qui débouche sur sa défaite, mais il devient un véritable héros aux yeux des Palestiniens.

**Bilan** : 5 000 tués, 10 000 blessés et des milliers d'arrestations et de déportations (5679 prisonniers en 1939), destruction de 2000 maisons (à Jaffa où la ville résiste c'est tout un quartier qui est dynamité). 10% de la population adulte est soit tuée, soit blessée, exilée ou emprisonnée. La résistance arabe, au sommet (Haut comité arabe, organe politique central de la communauté arabe de Palestine créé en 1936) comme à la base, en sort affaiblie et l'Organisation juive est renforcée. Des policiers juifs sont recrutés. Certaines unités de la Haganah sont encadrées par des officiers britanniques (ce qui permettra à Moshe Dayan, le futur ministre de la Défense d'Israël, et Yigal Allon, le futur vice-Premier ministre, d'acquérir une expérience précieuse). Et des usines d'armement clandestines sont mises en place.

**Face à cette révolte, les Britanniques mettent en place une commission dirigée par Lord Peel.** Elle propose un Etat juif (33% du territoire), comprenant la Galilée et la plaine côtière au nord d'Ashdod, et un Etat arabe rattaché à la Transjordanie.



En 1939, la guerre avec l'Allemagne apparaît inévitable et certainement longue, les Britanniques ont besoin du soutien des populations arabes du Moyen-Orient et savent que le soutien des juifs contre Hitler est acquis. Londres décide alors de freiner l'afflux juif, de limiter l'achat de terres, c'est le Livre blanc qui prévoit un Etat Palestinien unitaire avec donc une majorité arabe.

### c. 1947 : le plan de partage ou le droit international contre les aspirations légitimes des Palestiniens

**La fin de la guerre entraîne l'affrontement entre Britanniques et milices juives** (refus d'ouvrir les portes de la Palestine aux candidats à l'immigration, création de camps de rétention sur l'île de Chypre). Le 22 juillet 1946, l'Irgoun fait sauter l'hôtel King David à Jérusalem, QG militaire et administratif des Britanniques = une centaine de morts). Le RU est affaibli à la sortie de la Seconde guerre mondiale (La « perle » de la couronne britannique, l'Inde, obtient son indépendance en 1947) et la population de l'archipel demande le retour des soldats (« *Bring the boys home* »). Or une nouvelle organisation chargée de la paix dans le monde a été créée en 1945, l'ONU.

En février 1947, le dossier palestinien est transmis à cette dernière qui met sur pied une commission, l'UNSCOP, composée de représentants de 11 pays. Aucun des membres n'a de connaissances sur le sujet, il n'y a pas de représentant des membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU. La commission se rend en Palestine où la lutte entre les Britanniques et les forces juives se poursuit. L'Agence juive participe aux travaux (dossiers, témoignages favorables, accompagnateurs parlant la langue des membres de la commission + micros dans la salle de réunion). Les Palestiniens eux refusent (persuadés que la commission n'envisage pas la création d'une Palestine Arabe). Ce sont les pays arabes qui portent leurs revendications mais ils sont en désaccord (roi Abdallah passe des accords secrets avec les dirigeants du

Yshouv). A ce contexte, il faut rajouter l'aventure de l'Exodus qui impressionne les membres de l'UNSCOP lors de son arrivée à Haïfa, les visites des camps de rétention, le poids de la Shoah la proximité culturelle (judéo-christianisme, culture occidentale) et la découverte par les envoyés de l'ONU du « niveau de développement » atteint par la communauté juive.

2 projets sont proposés, un Etat binational (Ihud) et le partage en 2 Etats. Un seul mouvement juif, l'Ihud, soutient cette idée. Le partage est accepté par la direction sioniste. Les 2 propositions sont rejetées par les Arabes.



Finalement c'est le projet majoritaire du partage qui est voté par 33 voix pour (dont EU, URSS, F), 13 contre et 10 abstentions (dont le RU). Les EU ont multiplié les pressions pour obtenir ce vote (Grèce menacée d'être privée de l'aide mais votant contre, Libéria menacé d'embargo sur le caoutchouc et votant oui).

L'Etat juif représente 56.5% de la Palestine. La proportion de Juifs dans la population est de 32% pour 7% des terres possédées. Il y a dans cet Etat 558 000 Juifs et 405 000 Arabes (40% de la pop.) !

Etat Arabe = 804 000 Arabes et quelques milliers de juifs.

Fondamentaux de la période : importance du sionisme chrétien, rôle moteur de l'antisémitisme dans la naissance du sionisme, rôle aussi de la culpabilité européenne coupable de l'antisémitisme et du génocide des juifs du continent, proximité culturelle des membres de l'ONU et raisons géopolitiques (contrôle du MO par les Britanniques puis les EU).

## **2. 1948-1949 : Le péché originel d'Israël**

« [le plan de partage] ne fournit pas les bases d'un Etat juif stable. Nous devons envisager avec clarté et précision. Un tel découpage ne nous donne même pas une assurance absolue que le contrôle restera dans les mains de la majorité juive ».

Ben Gourion, le 3 décembre 1947 devant la direction de la Histadrout, la centrale ouvrière juive

Dès la proclamation du partage commence une guerre civile (décembre 1947 au 15 mai 1948) avec les premiers massacres (Der Yassin, 9 avril) entre 250 000 et 350 000 personnes fuient. 15 mai 1948, Ben Gourion proclame l'indépendance d'Israël = 1<sup>ère</sup> guerre israélo-arabe (armées libanaise, syrienne, irakienne, jordanienne et égyptienne). La défaite des pays arabes s'explique par leur division, la faiblesse de leur armement, le manque de coordination militaire de leurs armées.



La victoire a des conséquences multiples. Israël augmente d'1/3 son territoire qui couvre 78% de la Palestine et accède à Jérusalem-ouest. C'est un Etat purifié ethniquement (plus que 150 000 Palestiniens, assujettis à un régime militaire jusqu'en 1966. La bande de Gaza est gouvernée par les Egyptiens et la Cisjordanie annexée par le roi de Jordanie. Son roi Abdallah a passé des accords secrets avec Golda Meir mais, descendant du Prophète, il engage son armée pour prendre le contrôle de Jérusalem-est (lieux saints de l'Islam). Abdallah est assassiné en 1951. 700 000 à 800 000 Palestiniens fuient le nouvel Etat (pop totale : 1 380 000 hab), 369 villes et villages sont vidées de leurs habitants.



du roi Hussein de Jordanie déclenche une répression violente. Les organisations sont chassées du royaume. Elles se réfugient au Liban et sont un facteur majeur dans le déclenchement de la guerre du Liban en 1975.

\*George Habache a assisté impuissant aux massacres opérés par l'armée israélienne à Lydda (aujourd'hui Lod) en juillet 1948. Le secrétaire général actuel du FPLP est Ahmad Saadat, emprisonné depuis 2002

Fondamentaux de la période : Israël s'est étendu sur 78% de la Palestine historique, la ligne d'armistice de 1949 (aussi qualifiée de Ligne verte) sépare Israël de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie, épuration ethnique et question des réfugiés (résolution 194 jamais appliquée), reconnaissance et réparation des torts subis par les Palestiniens par Israël.

### **3. 1967-1988 : occupation des Territoires contre concession territoriale**

*« Pendant 6 jours l'Etat juif a fait une guerre défensive, le septième ce fut une guerre de conquête... Tout a commencé le septième jour ».*

Yeshayahou Leibowitz chimiste, historien de la science, philosophe et moraliste israélien, considéré comme l'un des intellectuels les plus marquants de la société israélienne, et l'une de ses personnalités les plus controversées pour ses avis tranchés sur la morale, l'éthique, la politique, et la religion. Il fut rédacteur en chef de l'Encyclopédie hébraïque.

#### **a) 1967, la guerre des Six jours et le début de la colonisation.**

Les facteurs sont nombreux et liés à une série de tensions : attaques de groupes armés palestiniens (ex. Fatah, FPLP, FDLP) qui recrutent dans les camps et représailles au Liban et en Jordanie de l'armée israélienne ; détournement de l'eau du Jourdain par Israël ; incidents frontaliers avec la Syrie ; déploiement de l'armée égyptienne dans le Sinaï (soutien à la Syrie) ; puis finalement fermeture du détroit d'Aqaba par les Egyptiens

Israël attaque la Syrie, la Jordanie et l'Égypte par surprise le 5 juin 1967. C'est la guerre des 6 jours.



**Conséquences de la guerre.** Occupation de Jérusalem Est, Gaza, la Cisjordanie, le Golan syrien (annexion 1981) et le Sinaï égyptien (rendu à la suite des accords de Camp David de 1978). Poursuite du nettoyage ethnique : une nouvelle diaspora palestinienne fuit les territoires occupés (250 000 auxquels il faut rajouter les réfugiés de 1948 qui se déplacent aussi). Annexion de Jérusalem.

Colonisation. D'abord, initiatives privées acceptées par le gouvernement et projets de l'Etat (plan Allon, général israélien et Vice-Premier ministre, de juin 1967). La colonisation est sécuritaire mais aussi religieuse. En effet, la Cisjordanie concentre les principaux sites du judaïsme (mur des lamentations dans la vieille-ville de Jérusalem, tombeau des patriarches à Hébron, tombeau de Rachel à Bethléem, tombeau de Joseph près de Naplouse,...). A Hébron est fondée une des colonies religieuses les plus violentes (Kiryat Arba). Des colons religieux extrémistes créent un mouvement politique et messianique, le *Bloc de la foi* (Gush Emonim). Leur objectif est de multiplier les colonies en Cisjordanie, baptisée Judée-Samarie. Gush Emonim est soutenu par des hommes politiques comme Ariel Sharon. A partir de 1977, avec l'arrivée au pouvoir du Likoud (échec du gouvernement travailliste à anticiper le déclenchement de la guerre du Kippour), la colonisation s'accélère.

Le 22 novembre 1967, l'ONU après 5 mois de tractations vote la résolution 242 exigeant qu'Israël se retire des territoires occupés.

### **b) Concession territoriale majeure, l'OLP accepte le partage**

En 1964, l'Egypte initie la création de l'Organisation de Libération de la Palestine. Sous le contrôle des Etats arabes rivaux cette dernière est faible. Dès sa fondation, l'OLP est investie par plusieurs organisations : Fatah, Front populaire, Front démocratique. Leur légitimité vient de la lutte armée. Une bataille devient d'ailleurs mythique celle de Karameh, ancien camp de toiles de la vallée du Jourdain, où 300 combattants palestiniens appuyés par l'artillerie jordanienne, repoussent en 1968 quelques milliers d'israéliens. La légitimité acquise par la

résistance armée et la défaite des Etats arabes en 1967 permettent à Yasser Arafat, dirigeant du Fatah, de prendre la direction de l'OLP, en 1969.

L'OLP fédère la résistance mais des faiblesses persistent après 1969. C'est le cas de sa dépendance aux financements arabes et la présence en son sein de groupes étroitement liés à certains Etats arabes (Syrie, Irak). C'est aussi le résultat de mauvais choix stratégiques : Septembre noir en Jordanie et participation à la guerre du Liban qui accentue les divisions et oblige l'OLP à quitter Beyrouth en 1982 à la suite de l'opération israélienne « Paix en Galilée ». Au début des années 1980, l'OLP est à Tunis, loin de la Palestine.

Cependant sa reconnaissance internationale progresse. Les pays arabes, lors des sommets d'Alger (1973) et de Rabat (1974) reconnaissent l'OLP comme « le seul représentant du peuple palestinien ». Les non-alignés se rallient à cette thèse. Moscou met tout son poids du côté de Yasser Arafat. En novembre 1974, Arafat se rend à l'ONU (fameux discours avec choix entre pistolet et rameau d'olivier). L'OLP devient membre observateur à l'ONU. Elle renonce au terrorisme international.

A cela se rajoute, le changement du projet politique de l'OLP. De 1969 à 1973, l'organisation défend l'édification d'un Etat démocratique et laïc où coexisteront musulmans, chrétiens et juifs. Ce qui supposait la destruction des infrastructures de l'Etat d'Israël. En 1974, l'OLP envisage l'édification d'un Etat en Cisjordanie et à Gaza, sans reconnaissance de l'Etat d'Israël mais cela implique une coexistence possible. En 1988, le Conseil national palestinien (parlement de l'OLP) avance vers la reconnaissance d'Israël en proclamant un Etat palestinien indépendant tout en reconnaissant les résolutions 181, 242 et 338 du Conseil de sécurité. Il condamne l'utilisation du terrorisme. C'est une concession majeure car cela représente un Etat sur seulement 22% de la Palestine mandataire ! Nota : le 31 juillet 1988 (première Intifada), Hussein déclare que la Jordanie n'est pas la Palestine, l'OLP devient un partenaire inévitable pour Israël.

Fondamentaux de la période. 1967 est un tournant majeur pour la région : défaite des Etats arabes laïcs qui permet une plus grande autonomie à l'OLP que dirige le Fatah de Yasser Arafat à partir de 1969. OLP qui accepte en 1988 le partage de la Palestine, concession majeure des Palestiniens ! Occupation de territoires qui, en dehors du Sinaï rendu à l'Egypte après les accords de paix de 1978, sont toujours sous le contrôle d'Israël malgré la résolution 242. Naissance de la colonisation. Essor du nationalisme religieux qui va gangréner la démocratie israélienne. Nota : l'échec des Etats laïcs favorise aussi la montée en puissance des organisations islamistes dans les Etats arabes.

#### **4. 1991-2024 : Echec du partage pour la paix, violence d'«Israël from the river to the sea »**

*« Il semblerait donc que l'OLP a mis fin à l'Intifada, qui n'incarnait ni le terrorisme ni la violence, mais le droit des Palestiniens à résister, alors qu'Israël continue d'occuper la Cisjordanie et Gaza. La considération première du document est la sécurité d'Israël, et aucunement la sécurité des Palestiniens contre les incursions israéliennes. Dans sa conférence de presse du 13 septembre, Rabin a été franc sur la poursuite du contrôle souverain d'Israël ; de plus, a-t-il dit, Israël détiendrait le Jourdain, les frontières avec la Jordanie et l'Égypte, la mer, la terre entre Gaza et Jéricho, Jérusalem, les colonies et les routes. Peu de choses dans le document suggèrent qu'Israël renoncera à la violence contre les Palestiniens ou, comme l'Irak a été forcé de le faire après son retrait du Koweït, dédommagera les victimes de sa politique au cours des 45 dernières années. »*

Edward Saïd, London Review of Books octobre 1993.

##### **a) Les facteurs qui permettent les Accords d'Oslo**

**Les accords sont le résultat d'une succession de facteurs.**

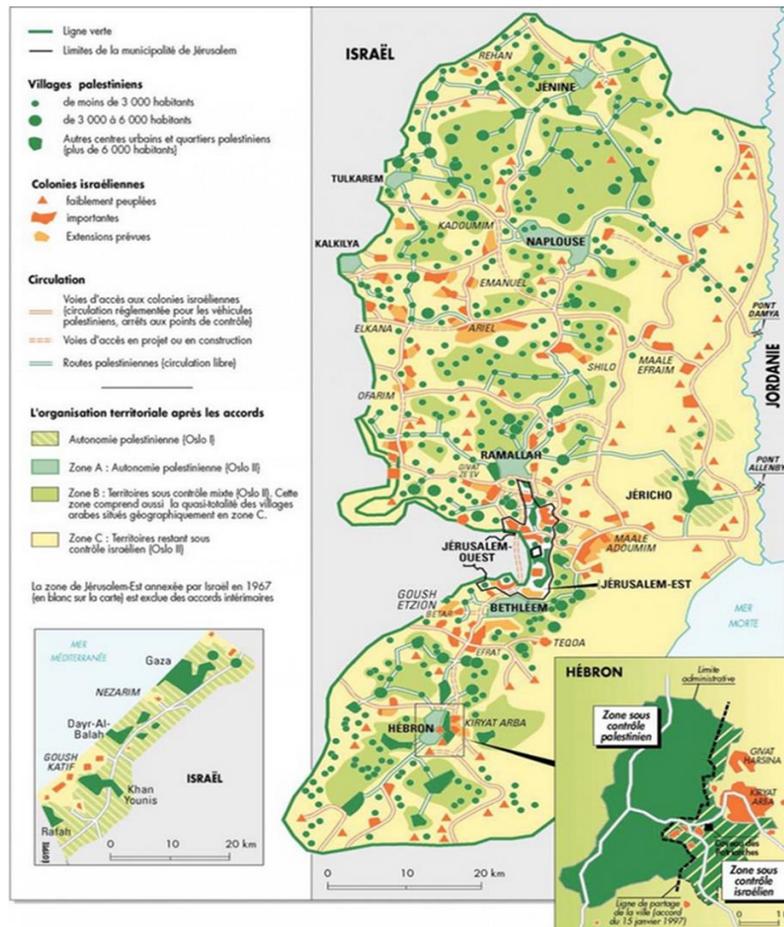
L'évolution du projet étatique de l'OLP.

L'éclatement en 1987 dans les territoires occupés une révolte populaire (la jeunesse se lève contre l'occupation), la 1<sup>ère</sup> intifada. Le soulèvement non armé est durement réprimé. L'image d'Israël dans le monde est considérablement dégradée. Le jeune palestinien devient un « David » face au « Goliath » militaire israélien. Nota : un nouvel acteur important, né de la Société des Frères musulmans localisée dans la bande de Gaza (anciennement sous contrôle égyptien) apparaît en 1987 : le Hamas (Mouvement de la résistance islamique). Son développement est favorisé par les autorités israéliennes afin d'affaiblir la résistance palestinienne, particulièrement le Fatah. C'est le début de l'engagement politique et militaire du Hamas.

Déclaration du roi Hussein (1988) : la Jordanie n'est pas la Palestine, l'OLP devient un partenaire inévitable pour Israël.

Enfin, la fin de la Guerre froide amène le président George Bush, qui veut remodeler le Moyen-Orient, à réunir une grande conférence à Madrid 1991 qui amorce un dialogue entre Israéliens et Palestiniens. Des négociations secrètes en Norvège aboutissent aux accords d'Oslo.

## b. 1993 et 1995, les Accords d'Oslo I et II.



**Le 13 septembre 1993 et le 28 septembre 1995** sont signés **2 accords successifs** qui **avaient été négociés en secret en Norvège, les Accords d'Oslo I et II**. Arafat reconnaît le droit pour Israël de vivre dans la paix et la sécurité et accepte les résolutions 242 et 338. Rabin reconnaît l'OLP comme le « représentant du peuple des palestiniens » mais pas d'Etat palestinien. Une Autorité palestinienne se met en place. Cette autorité a plusieurs pouvoirs : éducation, santé, affaires sociales, police dans certaines zones. Les Israéliens gardent le contrôle des passages avec les pays voisins. Les premiers accords permettent à Arafat de s'installer à Gaza, le 1er juillet 1994 dans une grande liesse populaire.

Oslo II établit une carte qui entérine la division de la Cisjordanie, en dehors de Jérusalem en trois zones : A, B, C. La première comprend les 6 principales villes (Jénine, Naplouse, Tulkarem, Kalkilya, Ramallah, Bethléem, Jéricho) difficiles à contrôler par l'armée israélienne. Aujourd'hui, elle couvre un peu plus de 17.2% du territoire de la Cisjordanie. Ces villes ont été évacuées par l'armée israélienne à la fin 1995 et elles sont passées sous le seul contrôle de l'Autorité palestinienne. Hébron est laissée à part et en 1997, elle est divisée en 2 afin de préserver les colons installés au centre de la ville. L'armée israélienne n'hésite pas à intervenir dans la zone A comme lors de l'opération « rempart » en 2002 et actuellement pour écraser la résistance armée. La zone B comprend environ 24% du territoire et la grande majorité des 450 villages palestiniens. Il y a un partage de son contrôle entre l'AP (administration civile) et Israël (administration militaire). L'ensemble A et B comprend 90% de la population de la Cisjordanie. La zone C, qui reste sous le contrôle total des Israéliens, couvre presque 60 % de la Cisjordanie.

Elle englobe surtout les colonies juives civiles et militaires reliées entre elles par des routes de contournement.

Cet accord n'est pas final, c'est un processus (il devait aboutir en 5 ans). Plusieurs questions essentielles sont reportées aux négociations finales qui devaient avoir lieu en 1996 : Jérusalem, les colonies, les emplacements militaires, le problème des réfugiés et des frontières. Les opposants à ces accords (le Hamas, le FPLP et des intellectuels palestiniens comme Edward Saïd ou Mahmoud Darwich) soulignent le piège que représente le processus qui reporte les questions essentielles et fait porter sur les épaules de l'Autorité palestinienne la responsabilité d'assurer la sécurité pour l'occupant.

### **c) L'échec d'Oslo et la seconde Intifada**

De 1993 à 2000, l'échec d'Oslo est patent : violence de ceux qui refusent les accords (massacre en 1994 de musulmans dans la mosquée d'Hébron par Baruch Goldstein, héros de Ben Givir, assassinat de Rabin par un extrémiste juif, Ygal Amir, attentats terroristes du Hamas), poursuite de la colonisation (en 7 ans construction de 19 nouvelles colonies, et la moitié des 122 existantes ont été agrandies, c'est Eoud Barak, premier ministre israélien travailliste, qui a été le plus grand constructeur), cycles de violence et répression, participation de l'AP à la sécurité d'Israël...

A l'été 2000, les négociations de camp David, mal préparées par le président démocrate des Etats-Unis, Bill Clinton en fin de mandat, échouent. Arafat est accusé de ne pas vouloir la paix par Barak et Clinton. Septembre 2000, provocation de Sharon\* qui se rend sur l'esplanade des mosquées, déclenchement de la Seconde Intifada, d'une extrême violence.

\*Ariel Sharon est une personnalité honnie des Palestiniens. Sa longue carrière militaire est émaillée de massacres dont il est directement responsable. Son premier massacre date de 1953 quand l'unité 101 qu'il dirige tue soixante-neuf habitants dans le village de Qibya en Cisjordanie en détruisant les maisons à l'explosif. Il en organisera, en ordonnera, en couvrira d'autres. En septembre 1982, alors qu'il est ministre de la défense, l'armée israélienne laisse les milices chrétiennes massacrer la population des camps palestiniens de Sabra et Chatila à Beyrouth.

### **c) Près d'un quart de siècle d'impasse**

**La communauté internationale a montré son incapacité.** Ainsi le Quartet (EU, UE, Russie, ONU) créé en avril 2003 n'a obtenu aucun résultat. La communauté internationale a refusé de reconnaître les élections législatives de 2006 qui ont vu la victoire du Hamas et ont puni les Palestiniens en coupant tout financement. Les pays européens ont maintenu les accords commerciaux, sécuritaires et les ventes d'armes. L'UE a décidé tardivement que les produits issus des colonies israéliennes devaient être distingués des autres produits exportés par Israël mais sans se donner les moyens d'appliquer cette décision. L'accord commercial UE-Israël, dont l'article 2 précise qu'il peut être suspendu en cas de violation des droits humains par un des deux partenaires est toujours en place. La France, depuis Nicolas Sarkozy\*, a abandonné sa politique traditionnelle d'équilibre inaugurée par de Gaulle. Enfin, l'Etat israélien bénéficie du soutien inconditionnel des Etats-Unis (aide économique et militaire, vetos successifs des EU au Conseil de Sécurité)

\*Emmanuel Macron innove : il convie Benyamin Netanyahou à la cérémonie du 16 juillet 2017, lui donne du « cher Bibi » et lui déclare : « Nous ne céderons rien à l'antisionisme, car il est la forme réinventée de l'antisémitisme. » Sa politique depuis le 7 octobre se révèle erratique.

La division politique des Palestiniens affaiblit ces derniers. 2004, mort de Yasser Arafat. Janvier 2005, élection de Mahmoud Abbas à la direction palestinienne. Été 2005, évacuation unilatérale de Gaza voulu par Sharon dont l'objectif est de renforcer le Hamas. L'enfermement de Gaza peut s'accélérer et la bande devenir une variable d'ajustement de la politique israélienne (argument « *nous leur avons laissé la bande, voyez ce qu'ils en ont fait* »). 2006, élections législatives et courte victoire du Hamas. La communauté internationale coupe les vivres au Hamas. 2007, les tensions Hamas-Fatah aboutissent à la prise de contrôle de la bande de Gaza par l'organisation islamiste. Le Fatah garde le contrôle de la Cisjordanie. Mais le président d'Abbas et, de manière générale, l'Autorité palestinienne sont rejetés : corruption (favorisée par Israël), clientélisme, collaboration sécuritaire avec les Israéliens, incapacité à améliorer la situation des Palestiniens.

Depuis les accords d'Oslo, l'influence de l'OLP, toujours représentante de l'ensemble des Palestiniens, est moindre d'autant plus que ni le Hamas, ni le Mouvement du djihad islamique n'en font partie malgré les différentes tentatives de négociations pour les intégrer.

Les statuts juridiques différents et les séparations géographiques (Palestiniens réfugiés, Palestiniens d'Israël, de Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est) empêchent le peuple palestinien de se réunir et d'exercer collectivement son droit à l'autodétermination.

### **Une situation d'apartheid.**

Des statuts juridiques différents : La loi militaire s'applique aux Palestiniens de Cisjordanie, la loi civile israélienne aux colons.

« La toile carcérale »\*. En juillet 2024, l'ONG Addameer dénombrait 9700 prisonniers politiques palestiniens dont 79 femmes, 250 mineurs, douze députés du Conseil législatif palestinien (dont Marwan Barghouti), 3380 prisonniers administratifs, 300 prisonniers de Jérusalem-Est et 200 prisonniers palestiniens d'Israël. 561 prisonniers purgeaient des peines de prison à perpétuité. Les arrestations se sont multipliées depuis le 7 octobre. Ce sont des détentions arbitraires, sans inculpation ni procès. Les conditions de vie dans les prisons se sont considérablement dégradées depuis l'attaque du Hamas : accentuation des tortures, des privations diverses. Le Comité international de la Croix-Rouge n'a plus accès aux prisons israéliennes, ce qui est contraire aux Conventions de Genève.

Presque toutes les familles palestiniennes ont des membres qui ont subi des peines d'emprisonnement. La question des prisonniers est centrale dans la société palestinienne. Le gouvernement israélien maintient une procédure héritée des Britanniques, la détention administrative. Elle permet à l'armée israélienne de détenir une personne pour une période de six mois maximum, renouvelable de manière indéfinie, sans inculpation ni procès, plaçant les individus dans une situation de détresse psychologique et d'impuissance. Durant cette détention, l'avocat d'un détenu n'a pas accès à son dossier et la communication avec ce dernier est très restreinte.

\*Titre repris d'un livre de Stéphanie-Latte Abdallah

La liberté de mouvement est entravée. Les habitants de la bande de Gaza et de Cisjordanie ne peuvent entrer en Israël sans autorisation donnée par les autorités israéliennes. Leurs mouvements entre la Cisjordanie et Gaza et leurs voyages à l'étranger sont limités. Interdiction est faite aux Palestiniens citoyens israéliens de vivre en Israël avec un conjoint palestinien résident des territoires occupés depuis 1967

En 2002, Ariel Sharon décide de construire un mur de séparation (considéré comme contraire au droit international par la Cour internationale de justice en 2004). Il doit s'allonger sur plus de 700km une fois fini (longueur de la Ligne verte, ligne d'armistice de 1949 = 320 à 350km). 12,6% de la Cisjordanie est à l'intérieur. Il permet donc de capter des ressources en eau, des terres fertiles et d'intégrer 85% des colons. De nombreux check-points et divers obstacles au déplacement existent aussi.

A cela se rejoutent 2 réseaux d'infrastructures distinctes pour l'adduction d'eau, l'électricité, les lignes téléphoniques et les réseaux routiers. Les systèmes les plus développés sont réservés aux Juifs. Aux routes de contournement bien entretenues qui permettent aux colons de se déplacer sans aucune entrave s'opposent le réseau vétuste des axes palestiniens.

L'eau est aussi un marqueur de la situation d'apartheid. En 2020, chaque Palestinien de Cisjordanie consommait en moyenne 82 litres d'eau par jour, contre 247 litres consommé par personne en Israël et dans les colonies. Ce chiffre tombe à 26 litres par jour pour les communautés palestiniennes de Cisjordanie qui ne sont pas reliées au réseau de distribution d'eau. 36 % des Palestiniens de Cisjordanie bénéficient d'un accès à l'eau courante toute l'année, contre 100 % des Israéliens, colons inclus. Les Palestiniens doivent obtenir l'accord de la puissance occupante pour forer de nouveaux puits avec des profondeurs très inférieures aux forages israéliens sur les mêmes aquifères qui n'épousent pas les frontières politiques. Les Palestiniens paient plus cher leur eau.

#### **D'autres freins au développement existent.**

En zone C, autorisation israélienne est nécessaire pour faire paître le bétail, travailler la terre, construire une maison, créer des écoles, élever des usines, installer de téléphone. Lenteurs du processus et refus nombreux. L'occupation s'accompagne de la destruction de l'environnement et du patrimoine archéologique palestinien.

**L'épuration ethnique s'accélère en Cisjordanie et à Jérusalem-est.** Cela passe par la dégradation des conditions de vie, la captation des terres (zone militaire, zone naturelle protégées), la démolition des maisons (permis refusés, punition collective), la violence de l'armée et des colons.

**Nota :** depuis la loi sur l'Etat-nation du peuple juif de 2018 la question de l'apartheid vis-à-vis des Palestiniens israéliens (20% de la population du pays) se pose. Elle affirme que « le droit d'exercer l'auto-détermination au sein de l'État d'Israël est réservé uniquement au peuple juif » ; que la langue arabe jusque-là considérée comme officielle, au même titre que l'hébreu, y est rétrogradée au rang d'un vague « statut spécial ». Enfin, « l'État voit le développement de l'implantation juive comme une valeur nationale, encouragera et promouvra son développement et sa consolidation ».

**Depuis 2007, Gaza connaît un blocus inhumain.** Grand enfermement, restriction d'accès à la mer fait aux pêcheurs, dégradation de la qualité de l'eau, activité des agriculteurs entravée le long de la barrière de séparation, survol des drones, et surtout destructions massives. Avant le 7 octobre 2023, il y a eu 5 attaques majeures : 2008-2009, 2014, 2018 et 2021. La réponse israélienne à l'attaque du 7 octobre a entraîné la mort directe de plus de 44 000 gazaouis dont 60 à 70% de femmes et d'enfants. Le bilan est vraisemblablement sous-estimé. Ainsi, l'ONU estime à « plus de 10 000 » le nombre de victimes dont les corps n'ont pas été retrouvés. Il faut aussi rajouter les morts indirectes par manque de soins, d'eau et d'une alimentation équilibrée. Près de 60 % des constructions dans la bande de Gaza auraient été détruites ou endommagées par l'offensive israélienne dont des hôpitaux, des écoles et des universités, des lieux de cultes et une grande partie du patrimoine historique. Israël est accusé de provoquer

délibérément la faim, la déshydratation et l'inanition à grande échelle » (93 % de la population souffrent d'un niveau critique de faim, selon l'Organisation mondiale de la santé). L'aide est empêchée d'entrer dans la bande (seulement 30 camions entrés par jour en octobre 2024). Les services de secours sont visés. La reconstruction prendra des années et coûtera des dizaines de milliards de dollars (entre 30 à 40 milliards d'après une estimation de l'ONU en mai 2024).

On parle d'« urbicide », de « scolasticide », de « futuricide » (expression de Stéphanie Latte Abdallah). La Cour internationale de justice a, dès janvier 2024, souligné le risque de génocide. Deux mois plus tard, Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies sur les territoires palestiniens occupés, écrit dans un rapport « il existe des motifs raisonnables de croire que le seuil permettant de qualifier la situation de génocide a été atteint ». Une commission de l'ONU, se montre plus affirmative en novembre. Des ONG et des intellectuels tels que les historiens israéliens Amos Goldberg et Omer Bartov qualifient l'offensive de génocide.

**Cependant la Palestine a obtenu quelques victoires dans la dernière décennie.** Le 29 novembre 2012, l'Assemblée générale a adopté une résolution accordant à la Palestine le statut d'État non membre observateur auprès de l'ONU, par 138 voix pour (dont la France) et neuf contre (Canada, République tchèque, États fédérés de Micronésie, Israël, Îles Marshall, Nauru, Panama, Palaos, États-Unis), avec 41 abstentions. Elle peut ainsi accéder à des institutions onusiennes comme l'UNESCO ou la CPI. C'est un pas important pour la Palestine dans sa quête de reconnaissance internationale et de soutien à sa revendication d'un État indépendant basé sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale

Plus des  $\frac{3}{4}$  des États membres de l'ONU (147 pays sur les 193 États membres) ont désormais reconnu l'État palestinien. Les derniers pays ayant fait cette démarche sont quatre pays des Caraïbes (Jamaïque, Trinité-et-Tobago, Barbade et Bahamas), quatre pays européens (Espagne, Irlande, Slovaquie et Norvège) et l'Arménie (21 juin 2024), avaient récemment rejoint cette liste, dont sont absents la plupart des pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, l'Australie, le Japon ou encore la Corée du Sud. La France, malgré un vote de l'Assemblée nationale l'incitant à le faire, n'a toujours pas reconnu l'État palestinien.

## **5. Quels projets d'État pour le futur ?**

2 grands types de projets existent. Celui d'un État unitaire et celui de deux États.

### **a) 2 États**

Le partage est accepté officiellement depuis 1988 par l'OLP et ses principales composantes. Il est initialement accepté en 1947 par les dirigeants du Ychouv qui ont fondé Israël mais la politique des faits accomplis (expansions en 1948, en 1967, annexion de Jérusalem-est, colonisation, etc.) rend quasi impossible l'avènement d'un État palestinien viable. Les déclarations des dirigeants israéliens eux-mêmes ne laissent pas de doute sur le fait qu'ils ne veulent pas d'État palestinien.

Le partage est cependant inscrit dans le droit et reste l'option privilégiée par les Palestiniens.

<b>2 ETATS</b>		
<b>ARGUMENTS FAVORABLES</b>	<b>OBSTACLES</b>	<b>QUESTIONS ESSENTIELLES A REGLER</b>
<p>Le droit international (résolution 181, 242,338)</p> <p>La position de l'OLP depuis 1988 (mais pas du FPLP membre de l'organisation)</p> <p>La reconnaissance de la Palestine par 147 Etats de l'ONU</p>	<p>Opposition des dirigeants israéliens.</p> <p>Opposition des sionistes chrétiens très influents aux EU.</p> <p>Situation sur le terrain (création de bantoustans)</p> <p>Opposition du Hamas et du Jihad islamique</p>	<p>Délimitation des frontières</p> <p>Partage des ressources</p> <p>Règlement de la question des réfugiés</p> <p>Statut de Jérusalem (double capitale ?)</p> <p>Présence et statut des colons</p>

### b) Un seul Etat

#### TABLEAU

<b>1 ETAT</b>		
<b>Un Etat voulu par les islamistes</b>	<b>Un Etat démocratique et laïc</b>	<b>Un Etat binational</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ MJIP : libération de la Palestine sans projet claire proposé. Pas d'« Etat » ou de « République islamique » indiqués. Possibilité d'une libération de la Cisjordanie et de Gaza avant libération totale de la Palestine.</li> <li>❖ Hamas : « Etat civile sous guidance islamique ». Cependant, participation aux élections législatives de 2006 (cadre du partage).</li> <li>❖ Pas de reconnaissance d'Israël pour les deux mouvements.</li> <li>❖ Projet rejeté par Israël et la communauté internationale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Permet l'égalité de tous</li> <li>❖ Rend possible le retour des réfugiés</li> <li>❖ Mais défendu que par une petite minorité d'organisation comme le FPLP en Cisjordanie ou les Fils du pays en Israël</li> <li>❖ Rejet par Israël et la communauté internationale car disparition de l'Etat d'Israël et fin du projet sioniste.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Ancienneté du projet (Brit Shalom), réactivation à la suite de l'échec d'Oslo.</li> <li>❖ Un Etat binational existe de facto (« Israël from the river to the sea ») mais c'est un Etat d'apartheid.</li> <li>❖ Il permet l'égalité des droits et la protection des identités culturelles.</li> <li>❖ Il permet le règlement de la question des réfugiés, des frontières, de Jérusalem, des colons.</li> <li>❖ Des situations diverses existent : Suisse, Canada, Belgique, Malaisie, ...</li> <li>❖ Mais il y a eu aussi des échecs : Chypre, Yougoslavie, Tchécoslovaquie.</li> <li>❖ Projet défendu par une petite minorité d'intellectuels et d'organisation.</li> </ul>

### **Le projet des islamistes palestiniens entre refus et pragmatisme**

Le Mouvement du Jihad islamique est une organisation active au début des années 1980 qui rompt avec les Frères musulmans qui auraient, pour le MJIP, abandonné la cause palestinienne dans les années 1970 (nationalisme et rhétorique islamique). Le Hamas est créé en 1987.

En 1988, MJIP s'oppose à la déclaration d'indépendance votée par le Conseil national palestinien de l'OLP. Il est contre la division des Palestiniens de 1948 et des Territoires. Son objectif reste la libération de la Palestine sans que le projet d'Etat ne soit précisé (pas d' « Etat » ou de « République islamique » directement indiqués). Cependant le MJIP ne rejette pas la possibilité d'une libération de la Cisjordanie et de Gaza pour une période indéterminée (comme le FPLP) avant libération totale de la Palestine. Il refuse de reconnaître Israël.

Dans les années 2000, le Hamas affirme qu'il ne vise pas un « Etat religieux théocratique » mais un « Etat civil sous guidance islamique ». Le Hamas refuse le partage mais il participe aux élections de 2006 qui découlent des accords d'Oslo. Il s'accommode d'une géographie palestinienne plus réduite et négocie avec les Israéliens sans reconnaître l'Etat d'Israël.

### **Un Etat démocratique et laïque, un projet qui n'a pas disparu.**

Le Front Populaire de Libération de la Palestine (membre de l'OLP) et autres groupes maximalistes continuent à défendre l'option majoritaire au sein de l'OLP jusqu'en 1974. On peut passer par des étapes intermédiaires, mais sans aucune reconnaissance d'Israël. Pour le FPLP l'identité de la Palestine démocratique sera arabe et son régime socialiste. En Israël, le Matzpen a été un défenseur de l'Etat démocratique lors de sa présentation par l'OLP. Aujourd'hui, un petit parti palestinien d'extrême-gauche, *Les Fils du pays*, est pour la création d'un Etat démocratique unique (désionisation).

Ce projet établissant l'égalité pour tous permet l'intégration des Palestiniens exilés. Il est rejeté par les dirigeants israéliens.

### **Le renouveau de l'idée binationale**

**A la suite de la crise d'Oslo, cette vision ressurgit.** Dans les années 2000, cette idée d'Etat binational réapparaît portée par des intellectuels comme l'Israélien Michel Warschawski. Dans ce type d'Etat chaque communauté garde un espace d'expression culturelle suffisant.

Des universitaires, s'appuient sur l'idée qu'Israël constitue déjà un Etat binational, mais inégalitaire, et, qu'en installant des centaines de milliers de colons juifs en Cisjordanie, il a enterré le projet de créer un Etat palestinien digne de ce nom, tout en se déchargeant de sa responsabilité grâce aux accords d'Oslo. Un Etat binational garantirait l'égalité de ses composantes et permettrait aux réfugiés d'exercer leur droit retour. Sa réalisation doit passer par la lutte non violente.

Plusieurs modèles d'Etats binationaux existent. On peut séparer la notion d'Etat et de territoire. Au lieu d'avoir deux Etats côte à côte, Israéliens et Palestiniens vivraient dans des Etats superposés. Les deux peuples auraient le droit de s'établir entre le Jourdain et la Méditerranée en tant que citoyens de chaque Etat. Droit aussi de prendre la nationalité de l'autre Etat. Les zones à prédominance juive appartiendraient à « Israël » et celles à prédominance arabe à la « Palestine ». Un Palestinien vivant dans un canton israélien pourrait choisir de rester citoyen de la Palestine et vice versa. Chaque Etat aurait son administration et

pourrait garder son ethnicité et sa culture. Mais monnaie commune, défense commune, etc. Arrangement similaire au système cantonal suisse.

Autre modèle, celui d'un Etat fédéral avec gouvernement central comme celui des EU. Avec des unités autonomes pouvant même développer leur propre stratégie économique avec l'aide du gouvernement central. Les citoyens auraient le droit de se déplacer librement et de vivre dans les unités de leur choix. Est prévu un transfert de ressources de l'unité juive, la plus riche, à l'Arabe, la plus pauvre. Les réfugiés pourraient venir dans les unités palestinienne ou israélienne.

Les exemples canadiens, malaisiens, belge peuvent aussi guider les choix futurs.

Il faut cependant noter que certains Etats binationaux ont connu des affrontements et un éclatement dans la seconde moitié du XXème siècle. C'est le cas de Chypre, de la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. L'antagonisme israélo-palestinien sera-t-il surmonté ? Certains en doute. La crainte d'une domination des Juifs israéliens sur les Palestiniens existe aussi. Les peuples ne sont pas prêts aujourd'hui et le droit international depuis 1947 est basé sur la création de deux Etats.

## **Conclusion**

### **Un, deux Etats ?**

Nous ne pouvons nous substituer aux Palestiniens qui doivent choisir le projet qui leur semble le plus adéquate.

Les droits des Palestiniens doivent être reconnus ainsi que les torts qu'ils ont subis. Cela par Israël et par la communauté internationale.

Il faudra régler des questions essentielles : réfugiés, frontières, capitale, colonies, ressources. Il faudra sortir de la dépendance culturelle et psychologique d'une partie de la diaspora juive avec Israël et addiction des Etats occidentaux à la soutenir.

Les Israéliens juifs devront surmonter leur peur de l'anéantissement, lié aux siècles d'oppression subie par les juifs dans le monde chrétien et manipulée par leurs dirigeants.

Une part d'entre eux devra guérir de son mépris pour les Palestiniens et accepter de vivre avec eux et non à côté d'eux.

Les Palestiniens auront à surmonter leur hostilité, nourrie par des décennies d'oppression, vis-à-vis des Israéliens.

Pour favoriser la paix les puissances occidentales devront surmonter leur culpabilité, dépasser aussi, chez certains leur racisme anti-arabe.

### **Un Etat ? Deux Etats ?**

Si une réflexion intellectuelle sur le projet étatique futur peut être menée, aucune des deux solutions n'est pertinente aujourd'hui tant le déséquilibre des forces est vertigineux entre Israéliens et Palestiniens. C'est d'abord cela qu'il doit être changé. Ce long conflit fait, non seulement le malheur des Palestiniens et des Israéliens dont la société est gangrenée par la violence, mais son impact est global (déséquilibre au Moyen-Orient, retombées mortifères dans une grande partie du monde). La politique menée par des dirigeants d'Israël marque la fin de la « modernité juive » \* et du judaïsme universel. L'essentialisation des liens entre les juifs du reste du monde et l'Etat qui opprime les Palestiniens, essentialisation voulue par

Netanyahou, une partie du corps politique israélien et certaines organisations juives, nourrit tragiquement l'antisémitisme.

\*titre d'un ouvrage de l'historien Enzo Traverso

Pour freiner et faire disparaître l'hubris israélienne des pressions fortes et efficaces, venus des pays alliés et de la communauté internationale, sont nécessaires. L'UE, premier partenaire commercial de l'Etat d'Israël peut utiliser la suspension de l'accord d'association UE-Israël (l'article 2 la rend possible si une des deux partenaires ne respecte pas les droits de l'homme). La politique étasunienne de soutien aveugle à Israël doit cesser. Les démocraties ont l'obligation de soutenir et d'appliquer les décisions de la CIJ et de la CPI. Dans le cas contraire, l'effondrement moral sera total et le droit international, si fragile déjà, sera détruit.

L'information et la mobilisation des opinions publiques sont essentielles. Le mouvement pacifique « Boycott, Désinvestissement, Sanction » initié par la société civile palestinienne en 2005 et relayé dans de nombreux pays par des organisations soucieuses du droit est un moyen essentiel pour imposer la justice et le droit. Le boycott international de l'Afrique du Sud au temps du régime d'apartheid a montré son efficacité. Il est vrai grâce à l'action déterminée de la communauté internationale.